

Jean-Paul Charvet, Xavier Sublet, Alexandra Monot
28 octobre 2003

L'agriculture française menacée sur tous les fronts ?

Invités :

- Jean-Paul CHARVET, Professeur de géographie à l'Université de Nanterre,
- Xavier SUBLET, Secrétaire général adjoint des Jeunes agriculteurs.

Gilles Fumey introduit cette soirée dense en informations et questions par un rappel des grandes négociations agricoles internationales et lance la problématique sur le fonctionnement de l'agriculture française en regard de ce qui se passe dans d'autres pays.

Jean-Paul Charvet rappelle que la France compte moins de 4% de la population active dans l'agriculture et que ce chiffre ne cesse de baisser. En effet, l'installation d'un jeune agriculteur ne couvre qu'un départ à la retraite sur trois. Trois temps sont prévus pour le débat, interrompu chacun par une série de questions. Tout d'abord, qu'est-ce que l'organisation des "Jeunes agriculteurs" ? Quels sont les problèmes de l'agriculture à petite échelle dans le contexte de l'O.M.C. (Organisation mondiale du commerce), de la réunion de Cancun, de la réformes de la P.A.C. (Politique agricole commune) ? Enfin, quelles sont les difficultés actuelles d'un jeune exploitant agricole en France ?

Les "Jeunes agriculteurs"

Xavier Sublet a 33 ans, est marié et a deux enfants. Il a repris l'exploitation familiale en 1994, près de Dijon en Côte d'Or. Son activité se divise en trois parts inégales : la culture (blé, colza, soja, graines de moutarde,...), le camping à la ferme et la récolte chez d'autres agriculteurs. Son exploitation s'étend sur 90 ha, ce qui est inférieur à la moyenne départementale, entre le plateau de Langres, terre de grandes cultures et de production laitière dans les vallées, et la plaine de Dijon, terre de grandes cultures, de légumes de plein champ et de maraîchage. La région accueille aussi le vignoble de Bourgogne, sur une bande de 3 km de large sur 50 km de long, qui représente 3% de la SAU (surface agricole utile) et 30% du revenu agricole, et l'Auxois spécialisé dans l'élevage du Charolais. Xavier Sublet possède un brevet de technicien agricole et un BTS de gestion comptabilité agricole. Il a passé 15 mois avec une ONG (Organisation non gouvernementale) à vocation agricole en Egypte dans un projet de développement à 150 km au Nord du Caire.

Mais Xavier Sublet est aussi responsable national : il est secrétaire général adjoint du syndicat agricole : les Jeunes Agriculteurs, dont il était précédemment président au niveau départemental en Côte d'Or. Les Jeunes Agriculteurs sont une structure nationale fédérant 55 000 adhérents, organisée par cantons regroupés dans des départements, régions, et ayant une représentation au niveau national. 95 départements sont représentés, y compris les DOM-TOM, même si la représentation de l'Ouest de la France est plus importante du fait du caractère plus rural et agricole de cette zone. Cette organisation pyramidale permet une vision globale des dossiers. Ainsi Xavier Sublet est deux fois par semaine à Paris, dans les bureaux du syndicat.

Les Jeunes Agriculteurs étaient à l'origine le C.N.J.A. (Cercle National des Jeunes Agriculteurs), un groupe de travail créé en 1947 au sein de la Confédération Générale de l'Agriculture. En 1957 le Cercle devint une organisation syndicale à part entière, afin de s'affirmer sur les problèmes particuliers des jeunes agriculteurs par rapport à la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), et prit en 1961 le nom de Centre National des Jeunes Agriculteurs. En 2001, le syndicat est devenu les Jeunes Agriculteurs.

Il s'agit d'un syndicat agricole proche de la F.N.S.E.A. mais avec une particularité : essayer de promouvoir le métier d'agriculteur pour permettre le renouvellement des générations. Il suit cinq grands chantiers :

- la défense des intérêts des jeunes agriculteurs de moins de 35 ans,
- des propositions novatrices pour l'avenir,
- l'animation du milieu rural,
- la communication sur le métier, sur le quotidien ou sur les grandes manifestations grand public,
- la formation : pour être un agriculteur il faut une bonne base de formation (au moins le niveau bac pour avoir accès aux aides, selon les négociations avec l'Etat dans les années 1970).

Mais les Jeunes Agriculteurs se trouvent placés dans l'ombre de la F.N.S.E.A. qui est une structure syndicale plus lourde et plus historique avec une plus forte représentativité syndicale. Les Jeunes Agriculteurs ne sont que 25 salariés à Paris et 15 en régions. Pourtant ce syndicat des Jeunes Agriculteurs a été le fer de lance dans les réformes : il est à l'origine de nombreuses propositions dans les lois agricoles. La force de propositions du C.N.J.A. a été très grande car les jeunes voient les choses différemment que les anciens, c'est dans l'ordre des choses.

Premières questions et premier débat

Les premières questions, de Gilles Fumey et de Martine Tabeaud, portent principalement sur l'objectif "animation" du syndicat : les agriculteurs sont souvent perçus par la population comme des agitateurs qui cassent, manifestent en déversant des produits alimentaires devant les préfetures, donc une image pas très sérieuse, comment les Jeunes Agriculteurs se positionnent par rapport à cela ? Qu'est-ce que l'animation et quel est le rôle de l'animation positive auprès du public ?

Les manifestations sont une image réductrice de l'agriculture dans le grand public. C'est un cliché qu'il faut replacer dans son contexte.

L'animation positive concerne toutes les opérations départementales qui rassemblent 600 000 visiteurs par an comme les fêtes de labours organisées par les Jeunes Agriculteurs dans chaque département, souvent couplées avec le championnat de labours avec finale française, européenne, voire mondiale (il y a 3 ans près de Reims). Le public y est surtout rural, mais elles permettent de communiquer pour tenter de relancer le métier. L'animation positive c'est aussi promouvoir les hommes à travers leurs produits. C'est une image très positive qui rassure les consommateurs dans le contexte des crises sanitaires de ces dernières années. L'agriculture française fait partie des agricultures les plus sécurisées au monde : il n'y a que 15 à 20 cas par an de maladies liées à l'alimentation, ce qui est marginal par rapport aux accidents de la route. Mais ils sont très médiatisés, alors qu'il faut les relativiser.

L'animation, c'est enfin le Congrès mondial des jeunes agriculteurs qui s'est tenu du 11 au 15 juin 2003 à Paris. Ce congrès a regroupé 400 jeunes agriculteurs provenant d'une centaine de pays pendant 3 jours afin de discuter et d'échanger sur les problématiques communes et de faire des propositions en vue du sommet de Cancun de septembre 2003. Il s'agissait d'un événement très politique et politisé, avec la présence en ouverture de M. Raffarin, 1^{er} ministre, et à la fermeture de M. Chirac, président de la République. Au cours du Congrès, les Jeunes Agriculteurs ont organisé deux opérations de communication grand public :

- "l'agrivillage" sur le Champ de Mars pendant 5 jours avec la reconstitution de 5 modèles agricoles des 5 continents, afin de rappeler que plus de la moitié de la population mondiale est encore rurale et de présenter la diversité des productions, des cultures et des agricultures,
- "l'agriparade" au cours de laquelle 35 chars ont défilé dans Paris pour représenter les différentes productions agricoles et leurs terroirs. Ce congrès est donc un moment important car il est très médiatisé et permet des retombées très positives en terme d'image.

Une agriculture française dans la tourmente mondiale

L'image de l'agriculteur français est souvent reprise dans les médias sous la forme de José Bové et de son syndicat la Confédération Paysanne. Leurs positions sont très largement diffusées par toutes les télévisions du monde, car José Bové parle bien l'anglais grâce aux études qu'il a menées en Californie. Cet aura est d'autant plus important que ses idées rejoignent celles du grand public sur les limites du modèle productiviste, et qu'il est capable d'élargir le débat aux questions non agricoles, même si il a tendance à trop politiser les choses, comme sur les OGM (organismes génétiquement modifiés) qui relèvent plus d'une question de société que d'un problème agricole. Pourtant, au sein de la Confédération Paysanne José Bové n'a aucune responsabilité nationale. De plus, la Confédération Paysanne ne regroupe, en terme de représentativité syndicale, que un quart des agriculteurs, contre les deux tiers pour la F.N.S.E.A. et les Jeunes Agriculteurs réunis. Cependant, les Jeunes Agriculteurs se retrouvent sur la plupart des positions de la Confédération Paysanne par rapport à la P.A.C. et à l'O.M.C., contrairement à la F.N.S.E.A. Pour les Jeunes Agriculteurs, il faut :

- résoudre le problème à moyen terme des Pays en Développement sur la question alimentaire,
- organiser les marchés : des règles internationales ou entre des groupements de pays (type Union Européenne, Mercosur, ...) doivent être édictées. Certes, la PAC lancée en 1962 a connu des dérives productivistes fâcheuses, mais il reste que, en terme de bilan agricole, elle a rempli ses missions au niveau qualitatif, quantitatif et de la répartition de l'agriculture sur l'ensemble du territoire. La contrepartie aura été la perte de la moitié des paysans. Mais cette restructuration inéluctable s'est faite par une politique plus libérale à l'avantage des agriculteurs les plus performants de l'Europe, alors que d'autres, dans d'autres parties du monde, "meurent de faim dans des bidonvilles". En revanche, les Jeunes Agriculteurs ne suivent pas la Confédération Paysanne sur le modèle d'exploitation que celle-ci tente de mettre en avant. En effet, la Confédération Paysanne prône le retour aux petites structures agricoles telles qu'elles existaient au début du XX^{ème} siècle, plus ou moins vivrières, alors qu'aujourd'hui on ne peut plus revenir en arrière, car le marché existe et n'est pas maîtrisé par les agriculteurs, comme le montre la baisse du nombre de coopératives avec des charges de plus en plus importantes. Le choix de la production est incontournable pour dégager un revenu.

Le Congrès Mondial a permis l'élaboration d'une Déclaration Commune des Jeunes Agriculteurs reprenant la plupart de ces thèmes :

- sur la nécessité de protéger les agricultures des Pays en Développement, "un traitement

spécial et différencié pour les produits agricoles en provenance des pays en développement doit être accordé pour assurer aux pays en développement des recettes d'exportation suffisantes ainsi que des prix rémunérateurs pour leurs agriculteurs. Pour cela, il est indispensable de redonner un rôle actif aux accords internationaux par produits, particulièrement pour les produits tropicaux." " les agriculteurs des pays en développement doivent bénéficier de supports techniques pour que leur production soient conformes aux normes de qualité internationales."

- sur les règles intenable de l'O.M.C. " des règles commerciales équitables intégrant les aspects économiques, sociaux et environnementaux et assorties de mécanismes de régulations permettront de respecter les identités régionales et les typicités des produits". "pour vaincre la faim et la pauvreté dans le monde, il faut également renforcer le pouvoir de agriculteurs sur les marchés par rapport aux autres acteurs de la chaîne agroalimentaire. En effet, dans de nombreux cas, la déréglementation et la libéralisation ont conduit à une forte pression à la baisse des prix à la production et à la hausse des marges commerciales". "nous, jeunes agriculteurs, ne sommes pas en faveur d'une libéralisation du secteur agricole dépourvue de mécanismes de régulation, qui aurait comme résultat la baisse de prix pour les agriculteurs, une déstabilisation des marchés internes des pays, une réduction d'accès à la terre pour les paysans et à terme la disparition de nombreuses familles paysannes."

Six milliards d'êtres humains sont liés aux produits agricoles, aussi ne peut-on pas calquer les prix mondiaux que sur les moins disant. Prenons l'exemple du blé. Avec la sécheresse de cet été, les prix montent : il est payé à 120 euros la tonne sur le marché européen à l'agriculteur, les aides venant en plus, alors que dans le monde certains agriculteurs comme ceux d'Ukraine sont capables de vendre leur blé à 75 euros la tonne, même si ce n'est pas le même blé obéissant aux mêmes normes. Cela ne veut pas dire que les agriculteurs ukrainiens vivent bien car le prix leur a été imposé par de grands opérateurs d'achat (souvent la mafia locale), d'autant plus que certaines années l'Ukraine est obligée d'avoir recours à des importations très lourdes : la balance n'est pas forcément à l'avantage de l'Ukraine. L'exemple peut aussi être développé pour la viande bovine : en France il faut compter 12 à 15 francs le kilo avec les aides contre 6 francs le kilo en Argentine sans aides. Un Jeune Agriculteur argentin lors du Congrès mondial s'est présenté : il possède 1 500 ha, 3 000 têtes de bétail, 3 salariés payés un \$ par jour. Cette situation n'est pas bonne pour l'agriculture ou l'économie argentines, ni pour le marché mondial car la référence est réalisée sur le prix le plus bas. Ces pays, dont la monnaie n'arrêtent pas de dévaluer, peuvent exporter à bas prix. En effet, la tendance actuelle est au creusement des écarts entre les riches et les pauvres. Or il faudrait que tous les pays trouvent un accord sur une politique générale, qui serait le seul moyen de résoudre ce problème. Nourrir les Hommes est le but de ce métier, or que constate-t-on à travers la planète ? D'un côté des agricultures en surproduction, d'un autre côté des paysans qui ne sont pas capables de nourrir leur famille. Mais il y a trop d'enjeux politiques et financiers autour de l'agriculture pour que les bonnes décisions soient prises au niveau mondial. Pourtant, les prix agricoles, comme le marché, devraient davantage tenir compte des spécificités régionales qui caractérisent les différentes agricultures.

Deuxième débat

Les questions portent essentiellement sur les réformes successives de la PAC, et notamment sur celle en cours, portent sur la concurrence américaine et les mesures protectionnistes, et les aides de part et d'autre de l'Atlantique, ainsi que sur l'existence réelle d'une solidarité mondiale des agricultures : les problèmes des agriculteurs européens par rapport à l'Ukraine ou à l'Argentine ne trouvent-ils pas leur causes dans les pays riches ? Le problème de

l'Europe, par rapport aux Etats-Unis, est qu'elle reproduit le schéma américain, mais avec 6 à 10 ans de retard, sans en tirer les enseignements. Ainsi, dans la nouvelle PAC, il y aurait un découplage plus ou moins total (75 ou 100%) des aides directes de la production, ce qui revient à dire qu'il y aurait des subventions agricoles données aux agriculteurs sans droit de regard sur ce qu'ils en font. Les subventions seraient calculées à partir d'une référence historique : moyenne des aides sur les années passées. Ce système a été mis en place aux Etats-Unis en 1996/97. Au bout de 2 à 3 ans, le gouvernement américain s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de faillites d'exploitations agricoles et a rétabli les aides directes ou indirectes (comme des prêts à taux zéro) dès 1999. La nouvelle politique agricole américaine en 2002 revient à un soutien massif des agriculteurs et des aides considérées comme non concurrentielles par l'OMC, donc des aides indirectes via les aides à l'investissement ce qui représente en fait du dumping.

Au niveau interne, l'Europe a une lourdeur administrative trop importante : elle est en retard sur les marchés mondiaux et ne tire pas les enseignements des erreurs des autres. On en est à la troisième réforme de la PAC : avant 1992, il n'y avait pas d'aides directes, puis en 1992 la PAC a fait baisser les prix tout en donnant des aides, en 1999, la nouvelle PAC a à nouveau baissé les prix avec des compensations par des aides directes. En 2003, sont prévus des rendez-vous de révision de la PAC 1999 avec des rectifications, mais ces rectifications se transforment en vraie réforme sous la pression de l'OMC. Cette nouvelle réforme devrait étendre les aides aux pratiques plus proches de l'environnement et à la qualité des produits.

Xavier Sublet s'est installé en 1994. A l'époque son revenu d'exploitation était de 150 000 francs auxquels s'ajoutaient 180 000 francs d'aides. En 2003, il prévoit 50 000 francs de revenu d'exploitation et 150 000 francs d'aides. En moins de 10 ans, son revenu d'exploitation a été divisé par trois et diminue chaque année régulièrement, mais les compensations européennes sont insuffisantes pour faire face à cette baisse.

Jean-Paul Charvet ajoute que le revenu agricole disponible pour l'agriculteur provient davantage des aides que de la vente des productions. Cette situation se retrouve de l'autre côté de l'Atlantique mais d'une manière encore plus prononcée. Dans la Corn Belt, région du monde la plus compétitive du monde en céréales et oléagineux, on voit que le revenu moyen d'un exploitant agricole est de l'ordre de 30 000\$ par an, mais en fait il y a une perte de 10 000\$ par an, lorsque l'on compare les coûts de production au produit des ventes, perte qui est compensée par 40 000\$ d'aides directes ! La tendance actuelle aux Etats-Unis est à l'augmentation des aides :

- marketing loans (ou "prêts de commercialisation") qui correspondent aux restitutions européennes,
- les aides directes à l'hectare versées par le ministère américain de l'agriculture,
- target price : garantie d'un niveau de revenu. En fait, ces aides ont un effet pervers sur le foncier. En effet, les attributions d'aides se capitalisent dans la valeur du foncier : les prix montent et sont proportionnels aux aides. Ainsi, dans la Corn Belt les prix sont encore plus élevés que dans le Bassin Parisien, alors que dans la Pampa argentine le foncier est peu cher, si bien que les coûts de production (prix du foncier + coût de la main d'œuvre) en Amérique latine sont bien inférieurs à ceux des Etats-Unis ou de l'Europe.

Pour ce qui est des négociations internationales. Les Jeunes Agriculteurs souhaiteraient un développement des agricultures des pays en développement sur le modèle européen de la première PAC, afin d'organiser le marché mondial. Mais, pour les Etats en développement, il est plus facile d'acheter de la nourriture à des prix dérisoires (stocks agricoles européens ou

américains bradés) pour calmer leurs populations citadines que de développer une agriculture fournissant à terme les produits alimentaires nécessaires pour lesquels il faudrait accepter des périodes de soudure et une mise en place sur le long terme. Or, les pays riches, grands producteurs agricoles, entrent dans le jeu car ils y voient un moyen de se débarrasser de leurs stocks et de leurs surplus alimentaires. Aussi, les réformes de fond ne sont pas effectuées.

Mais, la disparition de l'OMC ne mènerait à rien. L'OMC regroupe 146 pays, mais les pays riches y ont plus de pouvoirs. Cette institution internationale fonctionne sur le principe d'échanges et de concessions de part et d'autre en trouvant à l'unanimité des solutions. L'échec de Cancun est un problème. Désormais, les accords bilatéraux risquent d'être privilégiés, avec un avantage pour les pays les plus riches qui ont de grosses capacités commerciales et qui pourront plus aisément imposer leurs conditions. Mais ce nouveau système est à leur avantage seulement. L'Union européenne est désavantagée dans la course aux accords bilatéraux car elle ne possède pas de ministre des affaires étrangères comme les Américains. Il ne faut donc pas tirer à boulets rouges sur l'OMC, car ce serait renforcé sa faiblesse et encourager les accords bilatéraux qui sont néfastes pour toutes les agricultures. Il faut se mettre d'accord au sein de l'OMC sur un minimum de règles fondamentales sur l'organisation du marché, puis définir des prix rémunérateurs par zone en fonction des charges régionales (en Europe les charges sociales sont lourdes et les charges environnementales augmentent). Ce système inciterait les jeunes à entrer dans le métier et permettrait un meilleur revenu du travail dans tous les pays.

Les difficultés des jeunes agriculteurs français et quelques remèdes

Le problème de fond de l'agriculture française, et même européenne, provient de la grande distribution. La farine ne représente que 8% du prix d'une baguette. La concentration de la distribution en France dans 5 grands groupes qui traitent 80% des produits alimentaires a conduit à cet état de fait : ces grands groupes font la pluie et le beau temps, en se faisant des marges importantes. La viande porcine est achetée à 1 euro le kg, alors que les coûts de production sont à 1,10 à 1,20 euros le kg et la côte de porc est vendue 4 à 6 euros le kg, alors qu'il y a très peu de transformation (découpe et conditionnement). C'est intenable. A terme, la marchandise ne viendra plus de France, mais y sera seulement conditionnée tout en étant étiquetée France et donc sera sans garanties sanitaires. Les agriculteurs français sont aussi confrontés à la présence en milieu rural d'anciens citadins venus chercher le calme et ne comprenant pas toujours les obligations agricoles, ainsi que la présence de plus en plus marquée d'infrastructures de toutes sortes. Les agriculteurs qui possèdent les 2 tiers de la campagne française n'ont peu à peu plus aucun poids sur les décisions locales car ils n'ont qu'une faible place dans la politique ou dans les collectivités territoriales. Pourtant, le lien avec la société civile serait facile à établir car les Français aiment majoritairement les paysans et pensent qu'ils sont utiles aux paysages, à l'économie française, mais ne les comprennent pas bien. Il faut absolument insister sur l'information auprès du grand public.

Pour s'installer, les jeunes agriculteurs ont déjà une première difficulté : celle de trouver une exploitation libre. Soit ils ont la chance d'avoir un membre de leur famille dans l'agriculture et ils peuvent reprendre l'exploitation familiale, soit il faut chercher une exploitation à acheter. Il n'y a en France que 25% des installations qui se font en dehors des cadres familiaux. La moyenne d'âge au moment de l'installation est de plus en plus élevée : à 28 ans actuellement. Beaucoup ont déjà travaillé avant dans d'autres domaines et font en quelque sorte un retour à la campagne. Ces installations hors cadres familiaux sont souvent le fait de personnes qui vont loin dans la transformation des produits et dans la commercialisation, sur des produits de

niche à forte valeur ajoutée (bière artisanale, cueillette à la ferme, agriculture biologique, ...). Ces niches agricoles sont l'avenir pour s'assurer un revenu suffisant. L'agriculture biologique représente 1 à 2% de la SAU en France, le tourisme à la ferme 2% des exploitations. Xavier Sublet a suivi cette évolution : il cultive des graines de moutarde, dans la zone AOC de Dijon, sachant que là- aussi la concurrence est rude : même si la moutarde a été mise au point il y a plus de 200 ans dans la région de Dijon, 90% des graines de moutarde utilisées en France proviennent du Canada et ne sont que transformées à Dijon. En 1991, les parents de Xavier Sublet ont créé un camping à la ferme de 6 emplacements pouvant accueillir 20 personnes, idée qu'ils ont eu en allant voir une sur installée aux Etats-Unis. Mais la ferme est isolée à une dizaine de kilomètres des autres habitations, aussi le camping n'est-il ouvert que sur une courte période. Ce camping est plus une ouverture de la ferme qu'un revenu : il rapporte 20 000 francs par an soit l'équivalent de la production de 20 ha de céréales, pour le séjour de 500 personnes par an dont 80% de Hollandais qui viennent voir les paysages, les champs, l'environnement de la ferme et les cultures.

En conclusion, l'agriculture est un bonus pour l'économie française : la France est le second exportateur mondial de produits agricoles et sa balance commerciale agricole est excédentaire de 50 milliards de francs par an. Pourtant, elle est menacée par les comportements de ses concurrents internationaux et par des politiques agricoles qui ne sont pas toujours bien menées. Ainsi, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient sont déficitaires de 30 à 40 millions de tonnes de blé par an, chiffres qui devraient passer à 60 millions dans les années à venir, mais ces marchés sont laissés pour la plus grande partie aux grands exportateurs anglo-saxons (Etats-Unis et pays du Groupe de Cairns), alors que l'Europe est la plus proche voisine et située aux premières loges en cas de crise alimentaire grave ! Le mot de la fin est donné par Gilles Fumey qui pose une dernière question à Xavier Sublet : "êtes-vous un paysan heureux ?". Oui, car il est marié, a des enfants, partage sa passion et ses idées, fait ce qu'il aime et ce qu'il a toujours voulu faire. Mais il est difficile de gérer une entreprise quand les règles du jeu changent tous les 3 ou 4 ans. Il n'est alors pas possible de construire des projets à moyen terme. Les difficultés sont importantes, surtout au niveau financier avec l'endettement pour le foncier ou le matériel. Si le revenu annuel est inférieur à 100 000 francs et qu'un aléa climatique arrive, les choses deviennent très difficiles. La majorité des agriculteurs vivent avec moins que le SMIC. "Nous voulons prendre notre avenir en main, mais on ne peut pas tout prendre en charge tout seul, surtout que l'agriculture concerne tout le monde sur la planète".

Compte rendu : Alexandra Monot